



Revue du Laboratoire Africain de Démographie et
des Dynamiques Spatiales

ISSN: 2707-0395

N°10 _ Décembre 2023

“

Mieux comprendre l'espace

”

Département de Géographie
Université Alassane Ouattara

Courriel : revuegeovision@gmail.com

Site web : www.revuegeovision.laboraddys.org

INDEXATIONS



TOGETHER WE REACH THE GOAL

Journal details : <http://sjifactor.com/passport.php?id=23386>



<https://reseau-mirabel.info/revue/17310/Geovision>



<https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/150985>

ADMINISTRATION DE LA REVUE

Directeur de publication : Pr MOUSSA Diakité, Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Rédacteur en chef : Pr LOUKOU Alain François, Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Rédacteur en chef adjoint : Dr ZAH Bi Tozan, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

SECRETARIAT DE RÉDACTION

Dr DIARRASSOUBA Bazoumana, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Dr FOFANA Bakary, Géographe, Chercheur Indépendant

Dr ADOU Bosson Camille, Géographe, Enseignant-Chercheur, Université de Bondoukou (Côte d'Ivoire)

Dr TANOH Ané Landry, Géographe, Chercheur Indépendant

COMITÉ SCIENTIFIQUE ET DE LECTURE

Pr MOUSSA Diakité, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Pr BÉCHI Grah Félix, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

PhD : Inocent MOYO, University of Zululand (Afrique du Sud) / Président de la Commission des études africaines de l'Union Géographique Internationale (UGI)

Pr AFFOU Yapi Simplicie, Université Félix Houphouët Boigny Cocody-Abidjan (Côte d'Ivoire)

Pr ALOKO N'guessan Jérôme, Université Félix Houphouët Boigny Cocody-Abidjan (Côte d'Ivoire)

Pr ASSI-KAUDJHIS Joseph P., Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Pr BIGOT Sylvain, Université Grenoble Alpes (France)

Professor J.A. BINNS, Géographe, University of Otago (Nouvelle-Zélande)

Pr BOUBOU Aldiouma, Université Gaston Berger (Sénégal)

Pr BROU Yao Télésphore, Université de La Réunion (La Réunion-France)

Pr Momar DIONGUE, Université Cheick Anta Diop (Dakar-Sénégal)

Pr Emmanuel EVENO, Université Toulouse 2 (France)

Pr KOFFI Brou Émile, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Pr KONÉ Issiaka, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Pr Nathalie LEMARCHAND, Université Paris 8 (France)

Pr Pape SAKHO, Université Cheick Anta Diop, (Dakar-Sénégal)

Pr SOKEMAWU Koudzo Yves, Université de Lomé (Togo)

Dr Ibrahim SYLLA, Université Cheick Anta Diop, (Dakar-Sénégal)

Pr LOUKOU Alain François, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Pr VEI Kpan Noel, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Dr (MC) ZAH Bi Tozan, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Dr (MC) DIOMANDÉ Béh Ibrahim, Université Alassane Ouattara (Bouaké- Côte d'Ivoire)

Dr (MC) SORO Nabegue, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Dr (MC) KOFFI Kan Émile, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Dr (MC) ETTIEN Dadja Zenobe, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

INSTRUCTIONS AUX AUTEURS

Dans le souci d'uniformiser la rédaction des communications, les auteurs doivent se référer aux normes du Comité Technique Spécialisé (CTS) de Lettres et Sciences Humaines/CAMES. En effet, le texte doit comporter un titre (Times New Roman, taille 12, Lettres capitales, Gras), les Prénom(s) et NOM de l'auteur ou des auteurs, l'institution d'attache, l'adresse électronique de (des) auteur(s), le résumé en français (250 mots), les mots-clés (cinq), le résumé en anglais (du même volume), les keywords (même nombre que les mots-clés). Le résumé doit synthétiser la problématique, la méthodologie et les principaux résultats. Le manuscrit doit respecter la structure d'un texte scientifique comportant : Introduction (Problématique ; Hypothèse compris) ; Approche méthodologique ; Résultats et Analyse ; Discussion ; Conclusion ; Références bibliographiques. Le volume du manuscrit ne doit pas excéder 15 pages, illustrations comprises. Les textes proposés doivent être saisis à l'interligne 1, Times New Roman, taille 11.

1. Les titres des sections du texte doivent être numérotés de la façon suivante : 1. Premier niveau (Times New Roman, Taille de police 12, gras) ; 1.1. Deuxième niveau (Times New Roman, Taille de police 12, gras, italique) ; 1.2.1. Troisième niveau (Times New Roman, Taille de police 11, gras, italique).

2. Les illustrations : les tableaux, les cartes, les figures, les graphiques, les schémas et les photos doivent être numérotés (numérotation continue) en chiffres arabes selon l'ordre de leur apparition dans le texte. Ils doivent comporter un titre concis, placé au-dessus de l'élément d'illustration (centré ; taille de police 11, gras). La source (centrée) est indiquée en dessous de l'élément d'illustration (Taille de police 10). Ces éléments d'illustration doivent être annoncés, insérés puis commentés dans le corps du texte.

3. Notes et références : 3.1. Éviter les références de bas de pages ; 3.2. Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, ainsi qu'il suit : -Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms et Nom de l'auteur, année de publication, pages citées. Exemple : (D. MOUSSA, 2018, p. 10) ; -Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms et Nom de l'Auteur (année de publication, pages citées). Exemple : D. MOUSSA (2018, p. 10).

4. La bibliographie : elle doit comporter : le nom et le (les) prénom (s) de (des) auteur(s) entièrement écrits, l'année de publication de l'ouvrage, le titre, le lieu d'édition, la maison d'édition et le nombre de pages de l'ouvrage. Elle peut prendre diverses formes suivant le cas :

- *pour un article* : LOUKOU Alain François, 2012, « La diffusion globale de l'Internet en Côte d'Ivoire. Évaluation à partir du modèle de Larry Press », in *Netcom*, vol. 19, n°1-2, pp. 23-42.

- *pour un ouvrage* : HAUHOUOT Asseyo Antoine, 2002, *Développement, aménagement, régionalisation en Côte d'Ivoire*, EDUCI, Abidjan, 364 p.

- *un chapitre d'ouvrage collectif* : CHATRIOT Alain, 2008, « Les instances consultatives de la politique économique et sociale », in Morin, Gilles, Richard, Gilles (dir.), *Les deux France du Front populaire*, Paris, L'Harmattan, « Des poings et des roses », pp. 255-266.

- *pour les mémoires et les thèses* : DIARRASSOUBA Bazoumana, 2013, *Dynamique territoriale des collectivités locales et gestion de l'environnement dans le département de Tiassalé*, Thèse de Doctorat unique, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan, 489 p.- *pour un chapitre des actes des ateliers, séminaires, conférences et colloque* : BÉCHI Grah Felix, DIOMANDE Beh Ibrahim et GBALOU De Sahi Junior, 2019, Projection de la variabilité climatique à l'horizon 2050 dans le district de la vallée du Bandama, Acte du colloque international sur « *Dynamique des milieux anthropisés et gouvernance spatiale en Afrique subsaharienne depuis les indépendances* » 11-13 juin 2019, Bouaké, Côte d'Ivoire, pp. 72-88

- Pour les documents électroniques : INS, 2010, *Enquête sur le travail des enfants en Côte d'Ivoire*. Disponible à : http://www.ins.ci/n/documents/travail_enfant/Rapport%202008-ENV%202008.pdf, consulté le 12 avril 2019, 80 p.

Éditorial

Comme intelligence de l'espace et savoir stratégique au service de tous, la géographie œuvre constamment à une meilleure compréhension du monde à partir de ses approches et ses méthodes, en recourant aux meilleurs outils de chaque époque. Pour les temps modernes, elle le fait à l'aide des technologies les plus avancées (ordinateurs, technologies géospatiales, à savoir les SIG, la télédétection, le GPS, les drones, etc.) fournissant des données de haute précision sur la localisation, les objets et les phénomènes. Dans cette quête, les dynamiques multiformes que subissent les espaces, du fait principalement des activités humaines, offrent en permanence aux géographes ainsi qu'à d'autres scientifiques des perspectives renouvelées dans l'appréciation approfondie des changements opérés ici et là. Ainsi, la ruralité, l'urbanisation, l'industrialisation, les mouvements migratoires de populations, le changement climatique, la déforestation, la dégradation de l'environnement, la mondialisation, etc. sont autant de processus et de dynamiques qui modifient nos perceptions et vécus de l'espace. Beaucoup plus récemment, la transformation numérique et ses enjeux sociaux et spatiaux ont engendré de nouvelles formes de territorialité et de mobilité jusque-là inconnues, ou renforcé celles qui existaient au préalable. Les logiques sociales, économiques et technologiques produisant ces processus démographiques et ces dynamiques spatiales ont toujours constitué un axe structurant de la pensée et de la vision géographique. Mais, de plus en plus, les sciences connexes (sciences sociales, sciences économiques, sciences de la nature, etc.) s'intéressent elles aussi à l'analyse de ces dynamiques, contribuant ainsi à l'enrichissement de la réflexion sur ces problématiques. Dans cette perspective, la revue GéoVision qui appelle à observer attentivement le monde en vue de mieux en comprendre les évolutions, offre aux chercheurs intéressés par ces dynamiques, un cadre idéal de réflexions et d'analyses pour la production d'articles originaux. Résolument multidisciplinaire, elle publie donc, outre des travaux géographiques et démographiques, des travaux provenant d'autres disciplines des sciences humaines et naturelles. GéoVision est éditée sous les auspices de la Commission des Études Africaines de l'Union Géographique Internationale (UGI), une instance spécialement créée par l'UGI pour promouvoir le débat académique et scientifique sur les enjeux, les défis et les problèmes spécifiques de développement à l'Afrique. La revue est semestrielle, et paraît donc deux fois par an (en anglais et en français).

Bouaké, le 16 Septembre 2019

La rédaction

AVERTISSEMENT

Le contenu des publications n'engage que leurs auteurs. La Revue GéoVision ne peut, par conséquent, être tenue responsable de l'usage qui pourrait en être fait.

SOMMAIRE

ANALYSE DE LA RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES OUVRAGES HYDRAULIQUES DANS L'ARRONDISSEMENT D'ÈKPE, COMMUNE DE SEME-PODJI AU BENIN

NOFODO INNOCENT GBAÏ, DJAFAROU ABDOULAYE, Ismaël E. PADONOU, Brice A. H. TENTE, Jean Bosco K. VODOUNOU..... 12

ANALYSE DE LA DYNAMIQUE DES VILLES DE TOUBORO ET DE MADINRIN AU NORD-CAMEROUN

NDJIDDA PALOU Justin¹ et TCHOTSOUA Michel²..... 30

CONTRIBUTION DU TRANSPORT ROUTIER A L'ESSOR URBAIN DE LA VILLE DE SEGOU AU MALI

DOUMBIA Siaka¹, IBRAHIMA Aliou², ABDOUL KADRI Koll³, BAH Sory Ibrahima⁴, SOIBA Alhousseyni⁵ 46

VARIABILITÉ DE LA PLUVIOMÉTRIE DANS LE NORD-OUEST DU SÉNÉGAL

SOULEYMANE DIALLO ¹, CHEIKH DIOP ²..... 55

LA MOTO-TAXI DANS LE TRANSPORT COLLECTIF À DAKAR (SÉNÉGAL) : ENTRE STRATÉGIE DE SURVIE DES ACTEURS, EFFICACITÉ DANS LES DÉPLACEMENTS ET DÉRIVÉS

FALL Awa¹, NGOM Ndèye², CASSE Lamine Ousmane³, GNING Djibril⁴..... 65

GENRE, RECOURS ET LES DÉTERMINANTS DE L'ACCÈS AUX RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES DANS LES MÉNAGES RURAUX DE LA PRÉFECTURE DE TONE (RÉGION DES SAVANES AU TOGO)

Yendoubouan NANGUEPAGUE¹, Edinam KOLA²..... 80

ANALYSE FLORISTIQUE ET SOCIO-ÉCONOMIQUE DE LA VÉGÉTATION DES COLLINES DU CANTON D'ATALOTE DANS LA COMMUNE DE KERAN 2 (NORD-TOGO)

AKAME Laounta 96

REGARD SUR LE TOURISME RÉSIDENTIEL EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE : LE CAS DE LA STATION BALNÉAIRE DE SALY PORTUDAL (SÉNÉGAL)

Elhadji Babacar NDAO¹, Cheikh Samba WADE², Aly SAMBOU³ 111

LE TOURISME COMME ALTERNATIVE À LA PRODUCTION DU CANNABIS DANS LES ÎLES KARONE EN CASAMANCE (SÉNÉGAL)

Philippe Ndiaga Ba¹, Mamadou Diombéra²..... 128

LES UNITÉS DE PRODUCTION DE L'ATTIÉKÉ DANS LA VILLE DE GRAND-LAHOU A L'ÉPREUVE DE LA CULTURE DU MANIOC (CÔTE D'IVOIRE)

Kouassi Séverin KOUAKOU¹, Koffi Jean Marius Boris KOUAME² 142

DE LA NÉCESSITÉ D'UN SERVICE DE COMMUNICATION À LA MAIRIE DE GRAND-BASSAM

Guy-Venance GNAKO..... 157

LES COMMUNES CÔTIÈRES DU SÉNÉGAL FACE AUX DÉFIS DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES : CAS DES INONDATIONS DANS LA COMMUNE DE THIAROYE SUR MER

Mame Cheikh NGOM¹, Abibatou SARRE², Madior LY³, Didier DESPOND⁴..... 168

GOUVERNANCE DU FONCIER URBAIN À KATIOLA (CÔTE D'IVOIRE) : DES DISCORDS DANS LA GESTION D'UNE RESSOURCE CONVOITÉE DANS LE DÉVELOPPEMENT DE LA VILLE

KONAN Kouakou Attien Jean-Michel¹, COULIBALY Karamoko², YAPI Atsé Calvin³..... 184

LES PROFESSEURS D'HISTOIRE-GÉOGRAPHIE DU CYCLE SECONDAIRE DES INSPECTIONS D'ACADÉMIE (IA) DE DAKAR ET DE SÉDHIU (SÉNÉGAL) À L'ÉPREUVE DE L'USAGE PÉDAGOGIQUE DE LA CARTOGRAPHIE NUMÉRIQUE

Amadou Tidiane DIALLO¹, Mamadou Bouna TIMÉRA²..... 195

IMPACT DE LA PRODUCTION DE LA BANANE PLANTAIN SUR L'AUTONOMISATION DE LA FEMME EN ZONE RURALE DANS LE DÉPARTEMENT DE BOUAFLÉ, CÔTE D'IVOIRE

SILUE FONOLOUROUGO¹, YEO NAVANHAN², VEI KPAN NOEL³ 207

CAUSES ET CONSÉQUENCES DE LA DÉPERDITION SCOLAIRE FÉMININE AU LYCÉE ASKIA MOHAMED (LAM) DANS LE DISTRICT DE BAMAKO AU MALI

Modibo Z. COULIBALY^{1*}, Bakari SANOGO², Alassan KEITA³ 222

LES CURRICULUMS DE GÉOGRAPHIE DU SECONDAIRE GENERAL IVOIRIEN : QUEL PARADIGME DOMINANT DANS UN CONTEXTE D'ÉMERGENCE DE L'ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT DURABLE (EDD) ?

Kouadio Jean-Pierre OUSSOU 235

DÉSTRUCTURATION DU G5 SAHEL ET PERSPECTIVE TERRORISTE DANS LES ÉTATS MEMBRES DE LA CBLT

Christian EYAGA¹, Brahim Nouradine MAHAMAT², Désiré NDOKI³ 249

L'ACCOMPAGNEMENT DES FRERES ET SŒURS DANS LA SCOLARITE DE LEUR GERMAIN AUTISTE

Alimata SAWADO..... 266

LES CARACTÉRISTIQUES SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES DES RÉSIDENTS EN ZONE PORTUAIRE D'ABIDJAN

KANGA Konan Victorien..... 276

PRATIQUES URBAINES ET DÉGRADATION DU CADRE DE VIE DANS L'ARRONDISSEMENT 2 BACONGO À BRAZZAVILLE (RÉPUBLIQUE DU CONGO)

BAKANAHONDA Syviney Franck Laurel..... 290

LES PETITS MÉTIERS SUR LE DOMAINE UNIVERSITAIRE A NIAMEY (NIGER)

BOUBACAR AKALI Haoua¹, MOUSSA YAYE Abdoul Bachirou², MOTCHO Kokou Henri³
..... 298

EFFETS DE LA RÉFORME DU SECTEUR DES ENGRAIS SUR LES PETITS PRODUCTEURS DU SOUCHET (CYPERUS ESCULENTUS L.) DE LA RÉGION DE MARADI (NIGER)

Saley SOULEY^{1*}, Bachirou SEYNI BODO² et Maman WAZIRI MATO³ 313

ÉTUDE COMPARÉE DE LA PERCEPTION PAYSANNE ET DONNÉES D'IMAGES SATELLITAIRES SUR L'ÉVOLUTION DU COUVERT VÉGÉTAL DANS LA RÉGION DU GBÔKLÈ

Konan Henri AHOUE..... 327

AGRICULTURE URBAINE ET GESTION DE L'ESPACE DANS LA VILLE DE N'DJAMENA (TCHAD)

ABDEL-AZIZ Moussa Issa 346

CAUSE DES CRISES ALIMENTAIRES AU NIGER

Mahamadou YACOUBOU..... 360

SUIVI PAR TÉLÉDÉTECTION DU STRESS HYDRIQUE DU COTONNIER DANS LA SOUS-PRÉFECTURE DE DIANRA (NORD-CÔTE D'IVOIRE)

Kagnatié Rahimat-Samira FOFANA¹; KANGA Kouakou Hermann Michel²; Zambélé Armand TRA BI³; Joseph Jordan Harris DJOMAN⁴; Djénébou SOUMAHORO⁵.....374

VILLES MINIÈRES AU GABON : LES CARENCES ENVIRONNEMENTALES DANS L'URBANISATION DE MOANDA

Jean-Kevin Aimé TSIBA	390
VARIABILITÉ CLIMATIQUE ET DYNAMIQUE DU COUVERT VÉGÉTAL DANS UN CONTEXTE SPATIAL ANTHROPISÉ : CAS DE LA PARTIE EST DU BASSIN ARACHIDIER DU DÉPARTEMENT DE THIÈS (BADT), CENTRE-OUEST DU SÉNÉGAL	
Abdoulaye SOUGOU¹, Amadou Tidiane DIA¹, Mouhamadou Bassirou SECK¹, Dame GUEYE², Mamadou SARR³ & Boubou Aldiouma SY¹	404
IMPACTS DE LA DYNAMIQUE SPATIOTEMPORELLE DES ACTIVITÉS EXTRACTIVES DE PHOSPHATE SUR LES UNITÉS DE PAYSAGE DANS LA COMMUNE DE TAÏBA NDIAYE, OUEST DU SÉNÉGAL	
Balla DIOP, Abdoulaye SOUGOU, Amadou Tidiane DIA & Boubou Aldiouma SY.....	421
LES MIGRATIONS DES ADOLESCENTS EN MILIEU RURAL BURKINABÉ : ENTRE PERCEPTION DU « CHANGEMENT CLIMATIQUE » ET STRATÉGIES D'ADAPTATION FAMILIALES	
IRISSA ZIDNABA	439
ESSAI D'ANALYSE PROSPECTIVE DES MUTATIONS SPATIALES SUR UN LITTORAL AFRICAÏN LE CAS DE LA COMMUNE D'AKANDA AU GABON	
Arnaud MOUAMOU¹, Brice D. KOUMBA MABERT¹, Nicaise RABENKOGO², Libert B. TONFACK³.....	453

**PRATIQUES URBAINES ET DÉGRADATION DU CADRE DE VIE DANS
L'ARRONDISSEMENT 2 BACONGO À BRAZZAVILLE
(RÉPUBLIQUE DU CONGO)**

BAKANAHONDA Syviney Franck Laurel

franckbakanahonda@gmail.com

Maitre-Assistant (Cames)

Université Marien NGOUABI (École Normale Supérieure)

Laboratoire de géographie, environnement et aménagement (LAGEA)

Brazzaville, République du Congo

RÉSUMÉ

Cette étude se propose d'analyser les pratiques urbaines dans la dégradation de l'environnement de l'arrondissement 2 Baongo. Considéré comme le deuxième arrondissement de la ville, depuis 2002, les pouvoirs publics y ont mis en place une politique d'aménagement du territoire. Malgré la mise en place de cette politique, les espaces publics de Brazzaville ne cessent de se dégrader. La présente étude a été menée entre juin et août 2023. Pour mener l'étude, nous avons choisi un échantillon de 250 acteurs dont 150 exerçant les activités économiques informelles dans les espaces publics de l'arrondissement 2 Baongo et 100 ménages de façon aléatoire. Nous avons adopté une méthodologie classique axée sur la recherche documentaire et les enquêtes de terrain pour parvenir à ces résultats. Les résultats de cette contribution montrent que les ménages font face à plusieurs difficultés économiques et sociales, la non application des textes réglementaires dans l'occupation anarchique des espaces publics.

Mots-clés : Brazzaville, Baongo, pratiques urbaines, dégradation, cadre de vie.

**URBAN PRACTICES AND DEGRADATION OF THE LIVING ENVIRONMENT IN THE 2
BACONGO DISTRICT IN BRAZZAVILLE
(REPUBLIC OF CONGO)**

SUMMARY

This study aims to analyze urban practices in the environmental degradation of district 2 Baongo. Considered the second district of the city, since 2002, the public authorities have implemented a land use planning policy. Despite the implementation of this policy, public spaces in Brazzaville continue to deteriorate. This study was carried out between June and August 2023. To conduct the study, we chose a sample of 250 actors including 150 carrying out informal economic activities in public spaces in district 2 Baongo and 100 households randomly. We adopted a classic methodology focused on documentary research and field surveys to achieve these results. The results of this contribution show that households face several economic and social difficulties, the non-application of regulatory texts in the anarchic occupation of public spaces.

Keywords: Brazzaville, Baongo, urban practices, degradation, living environment.

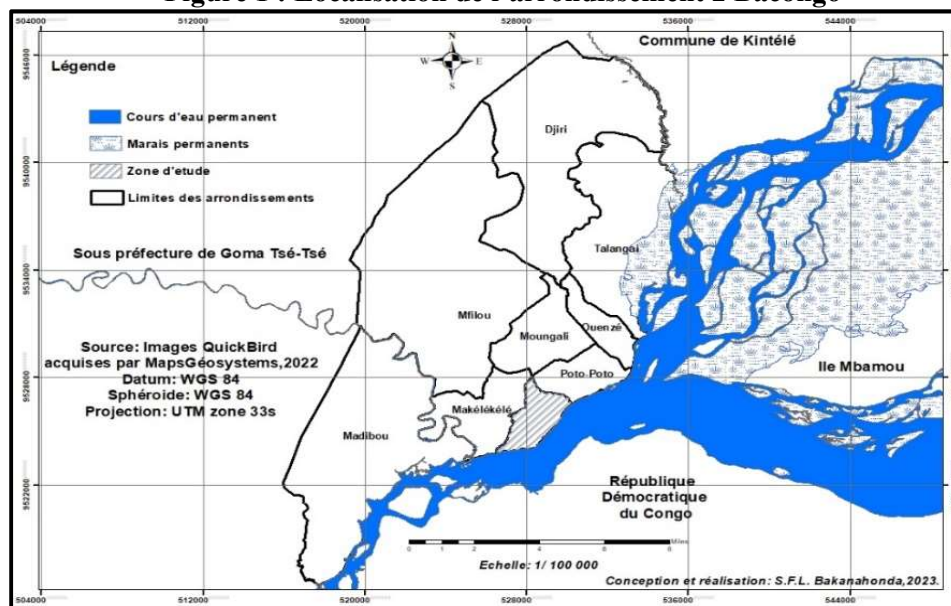
Introduction

Dans les villes d'Afrique au sud du Sahara, plusieurs activités font partie du secteur informel. En Afrique de l'Ouest, ces activités connaissent une croissance rapide dans la plupart des communes depuis les années 1990 (K. Souleye 2002, p. 5). Au Congo-Brazzaville et particulièrement dans l'arrondissement 2 Baongo les activités économiques informelles occupent une place très importante dans le paysage des quartiers. Quel impact ont ces occupations illégales des espaces publics sur la qualité du cadre de vie ? L'objectif de cette étude est d'analyser les pratiques urbaines dans la dégradation de l'environnement de l'arrondissement 2 Baongo. L'occupation des espaces publics par des acteurs qui pratiquent les activités économiques informelles, est à l'origine de dégradation du cadre de vie des populations.

1. Présentation de la zone d'étude

L'arrondissement de Baongo a été créé par arrêté n° 2624 du 31 décembre 1943, par le gouverneur général de l'Afrique Equatoriale Française (A.E.F) Félix Éboué. Autrefois il s'appelait « Commune Indigène de Baongo » (CIB). Elle était constituée de trois petits villages à savoir : Bakongo (Dahomey) situé vers la case de Gaulle, Liberté vers Mbama Mpissa et le village Loango à Moukoundzi – Nguaka. C'est le deuxième arrondissement de Brazzaville, avec une superficie de 7,39 km² pour une population estimée à 98 782 habitants (RGPH-2007). Il est limité au nord par l'arrondissement 3 Poto–Poto, au sud et à l'est par le fleuve Congo et à l'ouest par l'arrondissement 1 Makélékélé (figure 1). Cet arrondissement, communément appelé Bax, est dominé par deux types d'habitats que sont les immeubles appelés logements sociaux et les maisons basses en bande généralement modifiées.

Figure 1 : Localisation de l'arrondissement 2 Baongo



Source : IGN Congo et enquête de terrain, 2023

2. Méthodologie

La méthodologie utilisée pour cette étude est basée sur la recherche documentaire, l'enquête de terrain et le traitement des résultats.

2.1. La recherche documentaire

La fouille documentaire s'est effectuée dans les bibliothèques de la place, notamment à la Faculté des Lettres Arts et Sciences Humaines, à l'Ecole Normale Supérieure et à l'Ecole Nationale d'Administration et Magistrature. Plusieurs ouvrages traitant des questions sur l'environnement, les activités informelles ont été consultés sur internet. Ceci pour bien aborder la question portant sur les pratiques urbaines et dégradation du cadre de vie.

2.2. La recherche sur le terrain

La collecte des données s'est faite par des enquêtes de terrain. Des questionnaires qui ont été adressés aux acteurs des activités économiques informelles, notamment ceux qui vendent le long des grandes artères, les voies de circulation, etc. les principaux items d'évaluation ont porté sur la gestion des ordures ménagères, leurs lieux de stockage, le comportement des acteurs face déchets ménagers et aux chefs de ménages de l'arrondissement. Le questionnaire adressé aux acteurs des activités économiques informelles, vise à identifier le mode d'occupation de l'espace. Les items d'évaluation ont porté sur les

caractéristiques sociodémographiques des acteurs, les différents types d'activités menés par ces derniers. Nous avons organisé des focus groups et des entretiens directs et semi-directs avec les chefs de ménages. Nous avons organisé ces enquêtes en bordure des voies de circulation ; c'est la méthode des itinéraires qui a été utilisée pour mener cette étude. En ce qui concerne les voies où les activités sont disséminées, le questionnaire est administré de façon consécutive à chaque acteur installé. Cette enquête a été menée à différentes heures de la journée, afin de n'exclure aucune des activités pratiquées en ces lieux. En conséquence, nous ne disposons pas des statistiques officielles sur les types d'activité et les effectifs des acteurs de l'économie informelle. Le critère du choix des activités porte sur les activités qui se déroulent sur les espaces non appropriés et dans les ateliers de fortunes. La méthode utilisée a permis d'enquêter 150 acteurs.

L'enquête auprès des chefs de ménage porte sur l'identité des ménages, leur avis sur le mode d'implantation des activités économiques informelles et les impacts de ces activités. Le choix des ménages à enquêter a majoritairement porté sur ceux qui habitent à proximité des grandes artères où ces derniers exercent leurs activités. Un échantillon aléatoire de 150 acteurs de l'économie informelle a été adjoint à l'effectif des ménages enquêtés. La taille totale de l'échantillon de l'enquête est de 250 personnes. La taille de l'échantillon est faite en fonction des informations à soumettre pour cette contribution. Les enquêtés ont été choisis en fonction de leur présence et leur disponibilité lors de notre passage ; soit 40% des ménages contre 60% des propriétaires (tableau 1) La population cible à enquêter est constituée du chef de ménage ou son représentant pour les ménages, et, les propriétaires ou les gérants pour les activités économiques informelles. Les informations obtenues, lors cette enquête, ont fait l'objet d'un dépouillement informatique avec les logiciels sphinx et Excel. Ce traitement a permis d'élaborer des figures et tableaux. Quant aux cartes, elles sont faites à l'aide du logiciel ArcGis 10.8.

Tableau 1 : Effectifs des personnes enquêtées

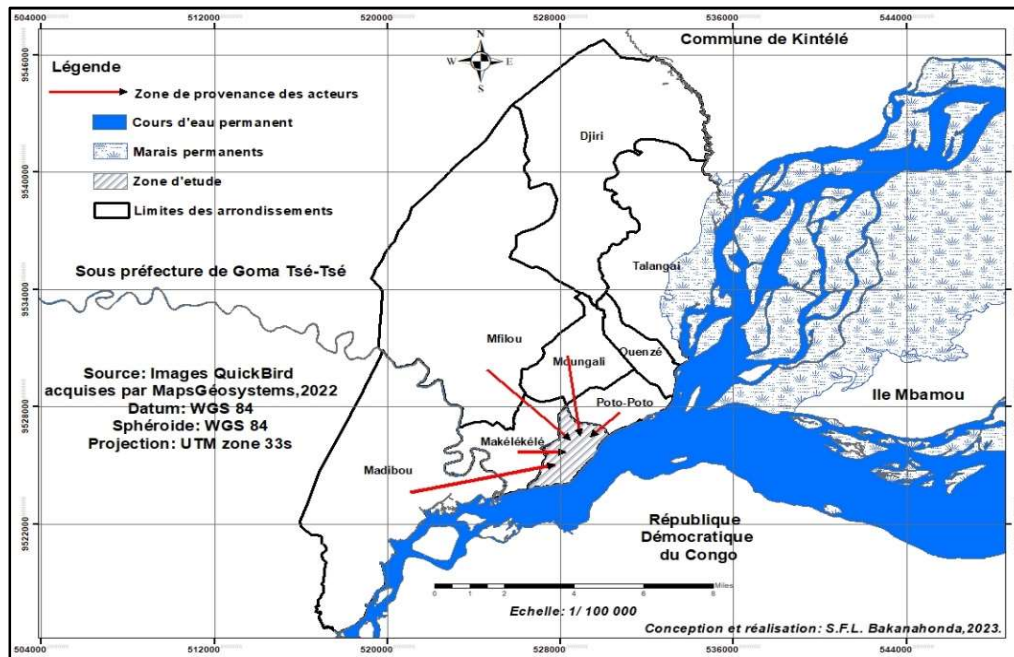
Modalités	Effectifs	Pourcentage
Chefs de ménage	100	40
Acteurs de l'économie informelle	150	60
Total	250	100

Source : Enquête de terrain, 2023.

3. Résultats

3.1. Occupation des espaces publics de Baongo

L'espace des quartiers de l'arrondissement de Baongo est continuellement victime des opérations marchandes. A Baongo, diverses raisons occasionnent la mise en place des activités économiques informelles dont le laisser faire des autorités qui paraissent les plus pertinents. Selon les enquêtes de terrain, l'économie informelle est tenue en grande partie par les nationaux (71,33%) contre 28,66% d'étrangers. L'activité économique informelle est l'activité principale pour la quasi-totalité des acteurs rencontrés. Les activités économiques informelles sont dominées par le commerce (81,33%) contre (18,66%) pour les services. Le commerce est dominé par les femmes (86%) constituées par le plus grand nombre de ceux qui n'ont jamais été sur le banc de l'école (64,3%). Concernant le financement, la majorité des activités économiques informelles à Baongo, est financée par l'épargne individuelle (57,33%), ensuite les prêts d'origine familiale (20,00%) et l'accès au crédit très faible (14,66%). La plupart des acteurs des activités économiques informelles à Baongo (81,55%) proviennent d'autres arrondissements de Brazzaville (figure 2). Seulement 25,33% des acteurs enquêtés sont des résidents de Baongo.

Figure 2 : Lieu de résidence des acteurs de l'économie informelle exercée à Bacongo

Source : IGN Congo et enquête de terrain, 2023.

Il ressort de cette figure que l'accès au quartier est facilité grâce aux grandes artères qui le connectent aux différentes zones résidentielles de la commune, ainsi que sa proximité avec plusieurs marchés et gares routières. Les commerçants qui s'installent sans autorisation préalable des chefs de ménage et de la mairie sont nombreux. Cela s'explique par le fait que dans les grands marchés domaniaux les espaces de vente sont insuffisants et ne répondent pas aux attentes des commerçants ; ces derniers préfèrent installer leurs marchandises le long des grandes artères à cause de l'importance de la mobilité des personnes. L'enquête révèle que 24,66 % des chefs de ménage du quartier ont été avisés avant l'implantation d'une activité à leur voisinage et 75,33 % affirment n'avoir jamais été avisés avant la mise en place d'une activité quelconque comme l'indique le tableau 2.

Tableau 2 : Méthode d'occupation de l'espace par les acteurs de l'économie informelle

Méthodes d'occupation de l'espace	Effectifs	
	Valeur absolue	Valeur relative
Demande de la permission auprès des riverains	67	44,66
Exercice à côté de la cour	34	22,66
Installation par soi-même	33	22,00
Négociations avec des occupants	16	10,66
Total	150	100

Source : enquête de terrain, 2023.

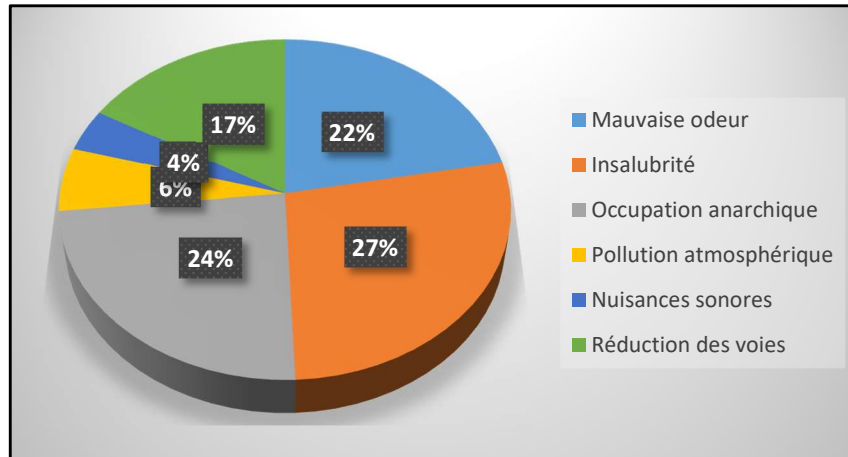
3.2. Problèmes rencontrés à Bacongo

3.2.1. Problèmes environnementaux

Comme nous pouvons le constater dans la figure 3, 27% d'acteurs souffrent des problèmes d'insalubrité contre 22 % de ceux qui respirent les mauvaises odeurs et 24% de ceux qui occupent anarchiquement l'espace. Au Congo d'une manière générale et à Brazzaville, en particulier, la politique de la

gestion des ordures ménagères n'est pas bonne, outre l'unique société qui s'en occupe (Averda), qui malgré sa présence souffre de plusieurs maux (insuffisance du matériel et du personnel, etc.), la gestion des ordures est faite anarchiquement par les acteurs dont l'accessibilité vers les bacs Averda pose problème.

Figure 3 : Problèmes environnementaux causés par les activités informelles aux ménages

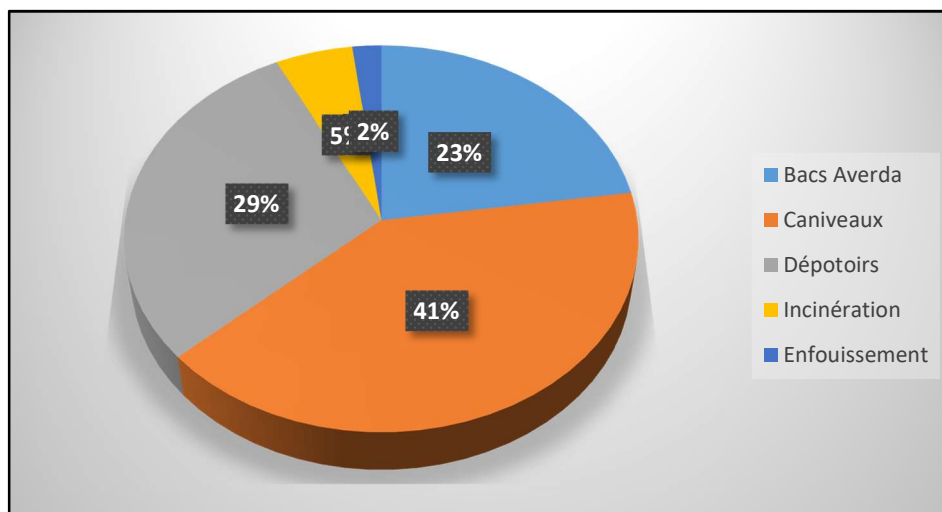


Source : Enquête de terrain, 2023.

3.2.2. Le comportement des acteurs de l'économie informelle face aux déchets solides

Les acteurs qui exercent les activités informelles à Bacongo stockent les déchets solides dans les caniveaux (41%) contre 29% qui déposent les leurs dans les dépotoirs et 23% dans les bacs Averda (figure 4).

Figure 4 : La gestion des déchets ménagers par les acteurs de l'économie informelle



Source : Enquête de terrain, 2023.

Cette gestion anarchique des ordures provoque des obstructions de caniveaux et des stagnations d'eaux sur certaines voies (photo 1), surtout pendant les saisons de pluies. A ce problème du au mauvais de comportement des acteurs, s'ajoute celui des consommateurs, qui après avoir consommé une bouteille de vin ou d'eau jettent les emballages dans les rues ou dans les caniveaux. Or, ce sont de nombreux commerçants qui sillonnent ces voies à longueur de journée, pour proposer, aux automobilistes et piétons, des sachets et bouteilles d'eau et de jus de fruits. Les déchets produits par ces activités de rue s'observent éparpillés dans tous les espaces publics du quartier.

Photo 1 : Un caniveau obstrué d'ordures au marché Total

Prise de vue S.F.L. Bakanahonda, 2023

3.2.3. Occupation des espaces publics

Dans les quartiers de Bacongo, l'ampleur des activités économiques informelles a occasionné l'occupation anarchique des espaces publics. Les voies de circulation sont devenues les principaux lieux d'exercice des activités économiques informelles. L'enquête estime à plus de 17 % les proportions respectives de la dégradation du cadre de vie dues au rétrécissement des voies et à l'obstruction des caniveaux. Les trottoirs sont occupés par les étals des commerçants. Ces occupations réduisent considérablement les voies de circulation surtout dans les marchés comme TOTAL. Cette situation entrave la fluidité de la circulation des véhicules. Les photos 2 et 3 illustrent le phénomène d'occupation des voies de circulation qui engendrent des embouteillages des véhicules sur les grandes artères à Bacongo.

Photo 2 : Voies de circulation obstruées au marché total par des commerçants**Photo 3 : occupation du trottoir par des commerçants**

Prises de vues S.F.L. Bakanahonda, 2023

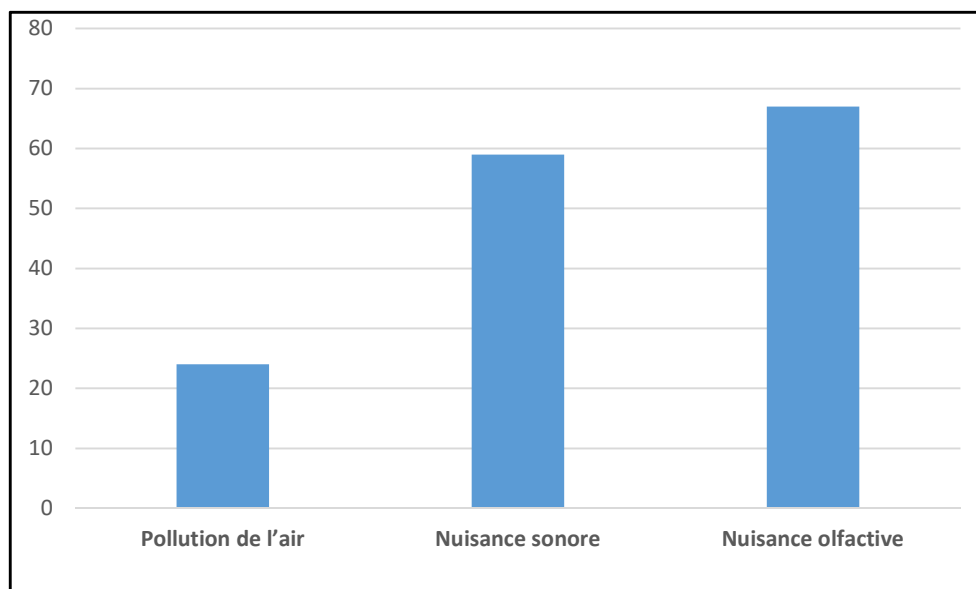
3.2.4. La pollution et de nuisances

A Bacongo, les activités économiques informelles sont à l'origine de plusieurs pollutions et nuisances comme la pollution de l'air, les nuisances sonores et les nuisances olfactives (figure 4). L'enquête indique que les nuisances olfactives constituent les premières nuisances auxquelles les populations sont

confrontées avec 45,00 % qui s'expliquent par plusieurs raisons qui sont à rechercher dans les modes de gestion des déchets. En effet, les obstructions de caniveaux, dues aux rejets sauvages quotidiens de déchets dégagent des mauvaises odeurs, suivies des nuisances sonores avec 39,00 % dues à la musique et aux bruits émanant des moyens utilisés par les commerçants pour faire la promotion de leurs articles (cris des acteurs, bruit des mégaphones...). La situation des nuisances sonores aussi s'explique par l'implantation de nombreux arrêts de bus de transports terrestres aux alentours des quartiers dans leurs bruits troublent la quiétude et/ou le repos des riverains.

En ce qui concerne les nuisances olfactives, les raisons sont à rechercher dans les modes de gestion des déchets. En effet, les obstructions de caniveaux, dues aux rejets sauvages quotidiens de déchets dégagent des mauvaises odeurs. Enfin, Baongo souffre également des problèmes de satisfaction des besoins naturels par les acteurs de l'économie informelle. En effet, la très faible implantation de toilettes publiques observée dans les quartiers et le fait que 81,55% des acteurs exercent loin de leurs lieux de résidence, contraint ces derniers à faire des caniveaux ou des espaces libres laissés entre les logements des lieux de satisfaction de leurs besoins naturels pressants.

Figure 4 : Les nuisances causées par les activités économiques informelles



Source : Enquête de terrain, 2023.

Discussion

De nos jours, les villes africaines connaissent une recrudescence des activités économiques informelles à cause de la pauvreté qui sévit en milieu urbain. Cette situation prend de l'ampleur par une population urbaine sans cesse croissante. En effet, à Brazzaville et particulièrement dans l'arrondissement 2 Baongo cette évolution met en évidence de nombreux besoins, notamment ceux liés aux emplois. La forte demande d'emploi encourage les populations à se lancer dans des activités informelles. La pratique de ces activités est à l'origine de nombreux problèmes dont celui lié à l'environnement, à la gestion des déchets solides, à l'occupation des espaces publics, à la pollution et aux nuisances sonores.

A Baongo, les problèmes environnementaux sont liés à la prolifération des ordures ménagères. Les acteurs des activités économiques informelles ignorent généralement les règles environnementales, en s'installant en bordure des routes. Nos résultats corroborent avec ceux de A. T. Koby (2008, p. 290-292). D'après l'auteur, cette attitude contraire à l'éthique urbaine, ternit l'image de la ville d'Abidjan. Dans cette même perspective, N. J. Aloko et al (2014, p. 264), estiment que l'occupation des espaces (trottoirs et terrains vagues) par les activités commerciales et artisanales (mécanique, vulcanisation) favorise la production d'une quantité importante d'ordures qui expose les populations à des risques de

pollution. Ces activités souillent l'espace utilisé avec les huiles de vidange des moteurs et des autres déchets liquides. Cette situation est en réalité vécue dans plusieurs villes africaines. Toutes ces modifications affectent l'organisation de l'espace de l'habitation (K. Attahi et al, 1992, p.104). Elles se font par le biais de la modification de la structure du bâti existant ou par la construction de nouvelles structures accolées ou non à l'existant et concernent l'augmentation de la superficie du bâti. Dans cette même logique, D. Kouassi et al (2008, p. 6) affirment que la dégradation du cadre de vie est due au non-respect des normes de planification et d'urbanisme dans l'aménagement de l'espace.

Enfin, en dehors de la pollution, la musique bruyante provenant des bars et buvettes pour attirer la clientèle engendre les nuisances sonores. Cette sonorisation assourdissante est à la base des querelles dans le voisinage. Les nuisances sonores sont l'une des principales incommodités causées par ces activités aux populations du quartier. Pour R. Peiser (2001, p. 280) : « les activités urbaines sont de plus en plus assimilées aux nuisances qu'elles génèrent. » comme nous l'avons annoncé supra.

Conclusion

En somme, Bacongo, deuxième arrondissement de Brazzaville est confronté à plusieurs problèmes dont celui lié à la gestion des déchets ménagers, à l'occupation des espaces publics, les nuisances sonores, etc. face à cette problématique, l'Etat dans sa mission régalienne doit trouver des solutions palliatives pour résoudre ces éventuelles difficultés dont souffrent les acteurs et l'arrondissement (Bacongo) de cette partie de la ville.

Références bibliographiques

Koby Assa Théophile, 2008, « L'avenir du littoral ivoirien : une approche par la prospective territoriale », POTTIER P. et ANOH K. P. (dirs), *Géographie du littoral de Côte d'Ivoire. Eléments de réflexion pour une politique de gestion intégrée*, Saint-Nazaire (France) : Coopération interuniversitaire Abidjan Cocody (Côte d'Ivoire) / Nantes (France), pp. 275-295.

Kouassi Dongo. Kouamé Koffi Fernand, Koné Brama, Biém Jean, Tanner Marcel, Cissé Guéladio, 2008, « Analyse de la situation de l'environnement sanitaire des quartiers défavorisés dans le tissu urbain de Yopougon à Abidjan, Côte d'Ivoire », *Vertigo – la revue électronique en sciences de l'environnement* [En ligne], Volume 8 Numéro 3 | décembre 2008, mis en ligne le 21 décembre 2008, consulté le 27 février 2018. URL : <http://journals.openedition.org/vertigo/6252> ; <https://www.erudit.org/fr/revues/vertigo/2008-v8-n3-vertigo3702/039590ar/> ; DOI : 10.4000/vertigo.6252 ; 11 p.

Kwami Nyassogbo Gabriel, 2011, « Les activités informelles et l'occupation des espaces publics. Les trottoirs de Lomé au Togo », *Géotrope, Revue de Géographie Tropicale et d'Environnement*, n°2, 2011, Abidjan-Côte d'Ivoire, EDUCI, pp. 22-33.

Soulèye Kanté., 2002, *Le secteur informel en Afrique subsaharienne francophone : vers la promotion d'un travail décent*, Document de travail sur l'économie informelle 2002/15 (Electronic resource), 1 décembre 2002, Référence : 92-2-213517-2[ISBN], Bureau international du Travail, Genève, 70 p.